



Cahier Spécial des Charges BFA23005-10021

Marché de services relatif au « Renforcement de capacités des membres des organisations de la société civile à l'acquisition d'outils d'intégration du genre dans la mise en œuvre des interventions au Centre-Est, Plateau-Central et Centre-Nord»

Pays : Burkina Faso

Table des matières

1	Généralités	4
1.1	Dérogations aux Règles Générales d'Exécution.....	4
1.2	Pouvoir adjudicateur.....	4
1.3	Cadre institutionnel d'Enabel	4
1.4	Règles régissant le marché.....	5
1.5	Définitions.....	5
1.6	Confidentialité.....	6
1.7	Obligations déontologiques.....	7
1.8	Droit applicable et tribunaux compétents.....	7
2	Objet et portée du marché	8
2.1	Nature du marché	8
2.2	Objet du marché	8
2.3	Lots.....	8
2.4	Postes.....	8
2.5	Durée.....	8
2.6	Variantes.....	8
2.7	Quantités.....	8
3	Procédure	9
3.1	Mode de passation.....	9
3.2	Publication	9
3.3	Information	9
3.4	Offre.....	10
3.5	Introduction des offres	11
3.6	Modification ou retrait d'une offre déjà introduite.....	12
3.7	Ouverture des offres.....	12
3.8	Evaluation des offres.....	12
3.9	Conclusion du marché.....	14
4	Dispositions contractuelles particulières	15
4.1	Définitions (Art. 2).....	15
4.2	Correspondance avec le prestataire de services (Art. 10)	15
4.3	Fonctionnaire dirigeant (Art. 11)	15
4.4	Sous-traitants (Art. 12-15)	16
4.5	Confidentialité (Art. 18)	16
4.6	Droits intellectuels (Art. 19-23).....	16
4.7	Cautionnement (Art. 25-33).....	16
4.8	Conformité de l'exécution (Art. 34)	16
4.9	Circonstances imprévisibles (Art. 38/9)	16

4.10	Réception technique préalable (Art. 41-42)	17
4.11	Moyens d'action du pouvoir adjudicateur (Art. 44-51 et 154-155).....	17
4.12	Modalités d'exécution (Art. 146 et seq.)	18
4.13	Conditions générales de paiement (Art. 66-72 and 160).....	19
4.14	Fin du marché (Art. 64-65, 150 et 156-157)	21
4.15	Modifications du marché (Art. 37-38 et 151)	21
4.16	Litiges (Art. 73).....	21
5	Termes de Référence	22
5.1	Contexte et justification.....	22
5.2	Objectifs général	23
5.3	Résultats attendus	23
5.4	Approche méthodologique	25
5.5	Public cible	25
5.6	Mandat du partenaire et livrables attendus.....	25
5.7	Les livrables.....	26
5.8	Durée et période d'exécution de la mission	26
5.9	Profil des expert·e·s	27
6	Formulaire	29
6.1	Formulaire d'identification	29
6.2	Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires	30
6.3	Déclaration 'droits d'accès'	31
6.4	Procuration	32
6.5	Enregistrement et statut juridique	32
6.6	Attestation de régularité relative au paiement des cotisations sociales.....	32
6.7	Attestation de régularité relative au paiement des impôts et taxes	32
6.8	Liste des services similaires.....	33
6.9	Certificats de bonne exécution	33
6.10	Offre financière et formulaire d'offre.....	34
6.11	Méthodologie.....	36
6.12	Experts principaux.....	37
6.13	Déclaration d'exclusivité et de disponibilité	39

1 Généralités

1.1 Dérogations aux Règles Générales d'Exécution

La section 4 « Conditions contractuelles et administratives particulières » du présent Cahier Spécial des Charges contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent cahier spécial des charges, il n'est pas dérogé aux Règles Générales d'Exécution.

1.2 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles).

Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour ce marché, Enabel est valablement représentée par M. Danny DENOLF, Directeur Pays Enabel au Burkina Faso.

1.3 Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- La Loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement¹ ;
- La Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public² ;
- La Loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel. Citons, à titre de principaux exemples :

- Sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de Développement Durables des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- Sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003³, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;

¹ M.B. du 30 décembre 1998, du 17 novembre 2001, du 6 juillet 2012, du 15 janvier 2013 et du 26 mars 2013.

² M.B. du 1er juillet 1999.

³ M.B. du 18 novembre 2008.

- Sur le plan du respect des droits humains : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective de négociation (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;
- Sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- Le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par l'Arrêté Royal du 17 décembre 2017, M.B. 22 décembre 2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge.

1.4 Règles régissant le marché

Le marché public est régi par le droit belge, notamment :

- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics⁴ ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services⁵ ;
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques⁶ ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics⁷ ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics.

1.5 Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

- Le soumissionnaire : un opérateur économique qui présente une offre ;
- L'adjudicataire / prestataire de services : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;
- Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicateur : Enabel, représentée par le Représentant résident d'Enabel au Burkina Faso ;
- L'offre : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;
- Jours : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;
- Documents du marché : Cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;

⁴ M.B. 14 juillet 2016.

⁵ M.B. du 21 juin 2013.

⁶ M.B. 9 mai 2017.

⁷ M.B. 27 juin 2017.

- Spécification technique : Une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, tels que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale et climatique, la conception pour tous les besoins, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, la propriété d'emploi, l'utilisation du produit, la sécurité ou les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne le nom sous lequel il est vendu, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production à tout stade du cycle de vie de la fourniture ou du service, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité ;
- Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;
- Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;
- Inventaire : le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;
- Les Règles Générales d'Exécution (RGE) : les règles se trouvant dans l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
- Le Cahier Spécial des Charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;
- BDA : le Bulletin des Adjudications ;
- JOUE : le Journal Officiel de l'Union européenne ;
- OCDE : l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques ;
- La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;
- Le litige : l'action en justice.

1.6 Confidentialité

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée⁸.

⁸ Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

1.7 Obligations déontologiques

Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le soumissionnaire ou l'adjudicataire est tenu de respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues au plan international par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

Toute offre sera rejetée ou tout contrat (marché public) annulé dès lors qu'il sera avéré que l'attribution du contrat ou son exécution aura donné lieu au versement de « frais commerciaux extraordinaires ». Les frais commerciaux extraordinaires concernent toute commission non mentionnée au marché principal ou qui ne résulte pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un bénéficiaire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade.

L'adjudicataire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

1.8 Droit applicable et tribunaux compétents

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge. Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché. En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution. À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution (voir également point 4.16 « Litiges (Art. 73) »).

2 Objet et portée du marché

2.1 Nature du marché

Marché public de services.

2.2 Objet du marché

Ce marché de services est relatif au « Renforcement de capacités des membres des organisations de la société civile à l'acquisition d'outils d'intégration du genre dans la mise en œuvre des interventions au Centre-Est, Plateau-Central et Centre-Nord », conformément aux conditions du présent cahier spécial des charges.

2.3 Lots

Le marché n'est pas divisé en lot. Une offre pour une partie du lot unique est irrecevable.

2.4 Postes

Le marché est composé des postes mentionnés au point 6.10 « Offre financière et formulaire d'offre ».

Ces postes seront groupés et forment un seul marché. Le soumissionnaire est tenu de remettre prix pour tous les postes du marché.

2.5 Durée

Le marché débute à la notification de l'attribution et prend fin à la réception définitive (voir également points 4.12.2 « Délais et clauses (Art. 147) » et 4.14 « Fin du marché (Art. 64-65, 150 et 156-157) »).

2.6 Variantes

Chaque soumissionnaire ne peut introduire qu'une seule offre. Les variantes ne sont pas admises.

2.7 Quantités

Les quantités sont mentionnées aux points 6.10 « Offre financière & formulaire d'offre » et 5 « Termes de Référence ».

Lorsque le pouvoir adjudicateur en démontre la nécessité, il peut recourir à un marché fractionné en une ou plusieurs tranches fermes et une ou plusieurs tranches conditionnelles. Bien que la conclusion du marché porte sur l'ensemble du marché, elle n'engage le pouvoir adjudicateur que pour les tranches fermes. L'exécution de chaque tranche conditionnelle est subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur portée à la connaissance de l'adjudicataire selon les modalités prévues dans les documents du marché initiaux. L'exécution de la tranche conditionnelle ne peut pas changer la nature globale du marché.

3 Procédure

3.1 Mode de passation

Procédure négociée sans publication préalable en application de l'Art. 42 § 1, 1^o a) de la Loi du 17 juin 2016.

3.2 Publication

Le présent cahier spécial des charges est publié sur le site web d'Enabel (www.enabel.be).

Cette publication constitue une invitation à soumettre une offre.

3.3 Information

L'attribution de ce marché est coordonnée par la cellule contractualisation d'Enabel au Burkina Faso. Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via ce service / cette personne. Il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf disposition contraire dans le présent cahier spécial des charges.

Au plus tard 12 jours calendrier avant la date limite de réception des offres, les soumissionnaires peuvent poser des questions sur le cahier spécial des charges et le marché, et ce conformément à l'Art. 64 de la Loi du 17 juin 2016. Les questions doivent être adressées par écrit à :

M. Hermann HIEN
Acheteur Public, Enabel au Burkina Faso
Hermann.hien@enabel.be

Cc à :

Mme Christiane LENGANI
Expert contractualisation, Enabel au Burkina Faso
christiane.lengani@enabel.be

et

M. Ahmed EL KHARCHY
Expert contractualisation, Enabel au Burkina Faso
Ahmed.elkharchy@enabel.be

Il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception. L'aperçu complet des questions posées et des réponses sera disponible au plus tard 10 jours calendrier avant la date limite de réception des offres à l'adresse susmentionnée. Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des clarifications / rectifications éventuelles concernant le cahier spécial des charges qui lui sont envoyées.

Le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 12 jours avant la date limite de réception des offres.

3.4 Offre

3.4.1 Données à mentionner dans l'offre

L'offre du soumissionnaire comprendra les sections distinctes mentionnées ci-dessous (voir le point 6 « Formulaires ») :

- Le formulaire d'identification ;
- La procuration et/ou signature autorisée ;
- La déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires ;
- La déclaration « droit d'accès » et les documents relatifs à la sélection ;
- L'offre technique ;
- Le formulaire d'offre financière.

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire. L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente et déclare accepter toutes les conditions énumérées dans le cahier spécial des charges.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

3.4.2 Détermination des prix

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement HTVA et libellés en Francs CFA (XOF), arrondis à deux chiffres après la virgule.

Le présent marché est un marché à prix global, ce qui signifie que le prix global est forfaitaire et couvre l'ensemble des travaux / fournitures / services du marché. Le prix global sera, si nécessaire, calculé sur la base d'une ventilation du prix forfaitaire. Dans ce cas, un prix forfaitaire sera indiqué pour chaque poste de la ventilation détaillée. Le prix global sera calculé en additionnant les différents prix forfaitaires pour tous ces postes. L'adjudicataire sera payé quelle que soit la quantité réellement fournie.

En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

3.4.3 Eléments inclus dans les prix

Le soumissionnaire est censé avoir inclus dans ses prix tous les frais, taxes, mesures et charges quelconques inhérents à l'exécution du marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Sont notamment inclus dans les prix :

Les honoraires et les per diem, les frais de logement, les frais de transport, les frais d'assurance, les frais de sécurité, les frais de visas, les frais de communication, les frais administratifs et de secrétariat, les frais d'impression, le coût de la documentation relative aux services et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur, la production et la livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution des services, les frais de réception, tous

les frais, coûts de personnel et de matériel nécessaires pour l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers de services nécessaires pour l'exécution du marché, les frais relatifs aux droits de propriété intellectuelle, les permis et autres dépenses connexes.

En cas de prolongation du contrat, les prix unitaires mentionnés dans l'offre sont applicables.

3.4.4 Période de validité des offres

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de 90 jours calendrier, à compter de la date limite de réception.

3.5 Introduction des offres

Sans préjudice des variantes éventuelles, le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par marché.

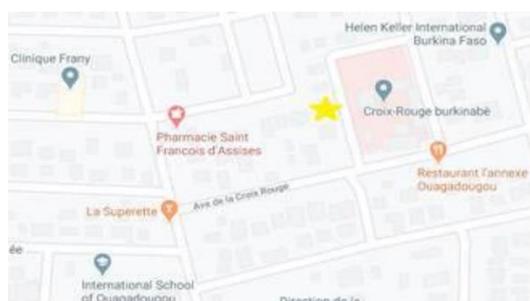
L'offre sera rédigée en un exemplaire original. **L'original doit être soumis en version papier.** La seconde « copie » doit être soumise en un ou plusieurs fichiers **PDF sur clé USB.** En cas de divergence, l'original prévaut.

L'offre y compris ses annexes, ainsi que tous les documents d'accompagnement doivent être numérotés et signés (**signature manuscrite originale**) par le soumissionnaire ou son mandataire. Il en va de même de toute surcharge, rature ou mention qui y serait apportée. Le mandataire doit faire apparaître qu'il est autorisé à engager le soumissionnaire. Si le soumissionnaire est une société / association sans personnalité juridique, constituée de personnes physiques ou morales distinctes (association momentanée), l'offre doit être signée par chacune de ces personnes.

L'original signée et datée sera envoyé à l'adresse ci-dessous sous enveloppe scellée portant la mention « **OFFRE** », et le numéro du cahier spécial des charges (**BFA23005-10021**).

L'offre devra être réceptionnée **avant le 15 novembre 2024 à 12h00** et transmise à :

M. Hermann HIEN
Enabel au Burkina Faso
Quartier Zone du Bois
(Maison en face de l'entrée de la
Croix Rouge)
Ouagadougou, Burkina Faso



a) Par la poste (envoi normal ou recommandé) : Dans ce cas, le pli scellé est glissé dans une seconde enveloppe fermée.

b) Par remise contre accusé de réception.

Le service est accessible, tous les jours ouvrables, pendant les heures de bureau : de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00. Toutes les heures sont celles propres au fuseau horaire du pays du pouvoir adjudicateur (Burkina Faso).

Toute demande de participation ou offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les demandes de participation ou les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées (cf. Art. 83 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017).

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que l'accès aux bureaux de l'Agence belge de développement Enabel est sécurisé. Il est donc vivement recommandé aux soumissionnaires de prévoir un délai suffisant afin de déposer les offres avant la date et l'heure ultime de dépôt.

3.6 Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Afin de modifier ou de retirer une offre déjà envoyée ou introduite, une déclaration écrite est exigée, correctement signée par le soumissionnaire ou par son mandataire. L'objet et la portée des modifications doivent être mentionnés de façon précise. Le retrait doit être inconditionnel.

Le retrait peut également être communiqué via un moyen électronique, pour autant qu'il soit confirmé par lettre recommandée déposée à la poste ou contre accusé de réception au plus tard le jour avant la date limite de réception des offres.

3.7 Ouverture des offres

Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure limites, ainsi qu'à l'adresse indiquées au point 3.5 « Introduction des offres ». L'ouverture des offres se fera à huis clos.

3.8 Evaluation des offres

3.8.1 Motifs d'exclusion

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés en annexe du présent cahier spécial des charges.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion figurant aux articles 67 à 70 de la Loi du 17 juin 2016 et aux articles 61 à 64 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 (voir point 6.3 « Déclaration 'droits d'accès' »).

Le soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée fournira à la demande du pouvoir adjudicateur les renseignements et documents permettant de vérifier sa situation personnelle (voir point 6 « Formulaire »).

En vertu de l'Art. 70 de la Loi du 17 juin 2016, tout soumissionnaire se trouvant dans l'une des situations visées aux articles 67 ou 69 de la Loi du 17 juin 2016 peut fournir des preuves afin d'attester que les mesures qu'il a prises suffisent à démontrer sa fiabilité malgré l'existence d'un motif d'exclusion pertinent. Si ces preuves sont jugées suffisantes par le pouvoir adjudicateur, le candidat ou le soumissionnaire concerné n'est pas exclu de la procédure de passation.

Le pouvoir adjudicateur peut également vérifier s'il existe des motifs d'exclusion des sous-traitants au sens des articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016.

Critères de sélection

En vue de la sélection qualitative des soumissionnaires et en vertu de l'Art. 65 à 74 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, le soumissionnaire doit joindre à son offre un dossier de sélection contenant les informations demandées au point 6 « Formulaire » en ce qui concerne sa capacité technique.

Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous, dans la mesure où ces offres sont régulières.

Un soumissionnaire peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, apporter la preuve au pouvoir adjudicateur que, pour l'exécution du marché, il disposera des moyens nécessaires, notamment par la production de l'engagement de ces entités de mettre de tels moyens à la disposition du prestataire de services. Dans les mêmes conditions, un groupement de soumissionnaires (association momentanée) peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou celles d'autres entités.

3.8.2 Régularité des offres

Avant de procéder à l'évaluation et à la comparaison des offres, le pouvoir adjudicateur examine leur régularité. Les offres contenant une réserve au cahier spécial des charges, qui sont incomplètes, imprécises ou équivoques, ou qui contiennent des éléments qui ne correspondent pas à la réalité, peuvent être rejetées de la procédure. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire régulariser les irrégularités non substantielles dans l'offre des soumissionnaires durant les négociations.

3.8.3 Négociations

Les offres régulières ou contenant des irrégularités non substantielles seront examinées sur le plan du fond par une commission d'évaluation. Cet examen sera réalisé sur la base des critères d'attribution mentionnés ci-dessous.

Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec le ou les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures que ceux-ci ont présentées, en vue d'améliorer leur contenu. Les exigences minimales et les critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations. En cas de négociations, les soumissionnaires seront invités à soumettre une Best And Final Offer.

Le pouvoir adjudicateur peut cependant décider de ne pas négocier. Dans ce cas, l'offre initiale vaut comme offre définitive. Le soumissionnaire dont la Best And Final Offer est la plus avantageuse sur la base des critères d'attribution sera désigné comme adjudicataire pour le présent marché.

3.8.4 Critères d'attribution

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre régulière qu'il juge la plus avantageuse pour chaque en tenant compte des critères suivants :

- Méthodologie : 20 points

La méthodologie proposée (compréhension des Termes de Référence, approche, calendrier des activités) doit être basée sur les instructions décrites dans les Termes de Référence et au point 6.11 « Méthodologie ». Elle est soumise à évaluation selon les sous-critères suivants :

1.	Compréhension des Termes de Référence	5,00 points
2.	Approche technique et méthodologique	10,00 points
3.	Calendrier des activités	05,00 points

- Qualifications et expérience des experts principaux : 20 points

Les experts principaux sont les experts dont la participation est considérée comme essentielle à la réalisation des objectifs du marché. Leurs fonctions et responsabilités sont définies dans les Termes de référence.

1.	Expert principal 1 (Spécialiste senior en Genre)	10 points
----	--	-----------

2.	Expert principal 2 (Spécialiste en renforcement des capacités sur le genre et en accompagnement des organisations de la société civile)	10 points
----	---	-----------

Seules les offres ayant un score moyen d'au moins 24 points sur 40 points feront l'objet d'une évaluation financière.

- Prix : 60 points

En ce qui concerne le critère « prix », la formule suivante sera utilisée :

$$\text{Points offre A} = \frac{\text{montant offre la moins disant}}{\text{montant offre A}} * 60$$

3.8.5 Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse. Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

3.9 Conclusion du marché

Conformément à l'art. 95 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre. La notification est effectuée par les plateformes électroniques, par courrier électronique.

Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément à :

- La lettre recommandée portant notification de la décision d'attribution ;
- Le présent CSC et ses annexes ;
- Le cas échéant, le compte-rendu de la réunion d'information et/ou les clarifications et/ou les rectifications ;
- L'offre approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

4 Dispositions contractuelles particulières

Le présent chapitre de ce cahier spécial des charges contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux « Règles Générales d'Exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics » de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013, ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des Règles Générales d'Exécution. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des Règles générales d'exécution sont intégralement d'application.

Dans ce cahier spécial des charges, il n'est pas dérogé aux Règles Générales d'Exécution.

4.1 Définitions (Art. 2)

- Fonctionnaire dirigeant : Le fonctionnaire, ou toute autre personne, chargé de la direction et du contrôle de l'exécution du marché ;
- Cautionnement : Garantie financière donnée par l'adjudicataire courant ses obligations jusqu'à l'exécution complète du marché ;
- Réception technique : Vérification par le pouvoir adjudicateur que les produits à mettre en œuvre, les travaux effectués, les fournitures à livrer ou livrées, ou les services prestés répondent aux conditions imposées par le marché ;
- Réception : Constatation par le pouvoir adjudicateur de la conformité aux règles de l'art ainsi qu'aux conditions du marché de tout ou partie des travaux, fournitures ou services exécutés par l'adjudicataire ;
- Acompte : Paiement d'une partie du marché après service fait et accepté ;
- Avance : Paiement d'une partie du marché avant service fait et accepté ;
- Avenant : convention établie entre les parties liées par le marché en cours d'exécution du marché et ayant pour objet une modification des documents qui y sont applicables ;

4.2 Correspondance avec le prestataire de services (Art. 10)

Que des moyens électroniques soient utilisés ou non, les communications, les échanges et le stockage d'informations se déroulent de manière à assurer que l'intégrité et la confidentialité des données soient préservées. Le pouvoir adjudicateur peut autoriser ou imposer l'utilisation de moyens électroniques pour l'échange des pièces écrites.

4.3 Fonctionnaire dirigeant (Art. 11)

Les fonctionnaires dirigeants sont M. Sondema KOLOGO (sondema.kologo@enabel.be), Project Manager- programme résilience Kaya et Adama KABORE (adama.kabore@enabel.be), Project Manager- programme résilience Koupèla.

Une fois le marché conclu, les fonctionnaires dirigeants est l'interlocuteur principal du prestataire de services. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce cahier spécial des charges.

Les fonctionnaires dirigeants ont pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point 1.2 « Pouvoir adjudicateur ».

Les fonctionnaires dirigeants n'ont en aucun cas habilité à modifier les modalités (ex., délais d'exécution...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le cahier spécial des charges et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

4.4 Sous-traitants (Art. 12-15)

Le fait que l'adjudicataire confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants ne dégage pas sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne se reconnaît aucun lien contractuel avec ces tiers. L'adjudicataire reste, dans tous les cas, seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Lorsque l'adjudicataire a proposé certains sous-traitants dans son offre, il ne peut en principe, s'il fait appel à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution, recourir qu'aux seuls sous-traitants proposés, à moins que le pouvoir adjudicateur ne l'autorise à recourir à un autre sous-traitant.

4.5 Confidentialité (Art. 18)

L'adjudicataire et ses collaborateurs sont liés par un devoir de réserve concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution de ce marché. Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite du pouvoir adjudicateur. L'adjudicataire peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence, à condition qu'il en indique l'état avec véracité (ex. 'en exécution'), et pour autant que le pouvoir adjudicateur n'ait pas retiré cette autorisation pour cause de mauvaise exécution du marché.

4.6 Droits intellectuels (Art. 19-23)

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

4.7 Cautionnement (Art. 25-33)

Pour ce marché, un cautionnement n'est pas exigé.

4.8 Conformité de l'exécution (Art. 34)

Les services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

4.9 Circonstances imprévisibles (Art. 38/9)

L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché,

Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

4.10 Réception technique préalable (Art. 41-42)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger à tout moment au prestataire de service un rapport d'activité (réunions, personnes rencontrées, institutions visitées, résumé des résultats atteints, problèmes rencontrés et problèmes résolus, écarts par rapport au calendrier des activités et écarts par rapport aux Termes de Référence...).

4.11 Moyens d'action du pouvoir adjudicateur (Art. 44-51 et 154-155)

Le défaut de l'adjudicataire ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux services mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra infliger l'adjudicataire une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au Règles Générales d'Exécution, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

4.11.1 Défaut d'exécution (Art. 44)

L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

- Lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;
- À tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;
- Lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

4.11.2 Amendes pour retard (Art. 46-154)

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

4.11.3 Mesures d'office (Art. 47-155)

§ 1 Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

§ 2 Les mesures d'office sont

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

4.11.4 Autres sanctions (Art. 48)

Sans préjudice des sanctions prévues dans le présent cahier spécial des charges, l'adjudicataire en défaut d'exécution peut être exclu par le pouvoir adjudicateur de ses marchés pour une période de trois ans. L'intéressé est préalablement entendu en ses moyens de défense et la décision motivée lui est notifiée.

4.12 Modalités d'exécution (Art. 146 et seq.)

4.12.1 Commandes partielles (Art. 146)

Si, pour tout ou partie des quantités à prester, les documents du marché prévoient une ou plusieurs commandes partielles, l'exécution du marché est subordonnée à la notification de chacune de ces commandes.

4.12.2 Délais et clauses (Art. 147)

Le délai d'exécution de la tranche ferme (cartographie et diagnostic genre) s'étendra sur une période de soixante (60) jours calendrier.

Le délai d'exécution pour la tranche conditionnelle s'étendra sur une période de trois cents (300) jours calendrier.

4.12.3 Lieu où les services doivent être exécutés (Art. 149)

Les services seront exécutés aux adresses mentionnées dans les Termes de Référence.

Régions	Communes
Centre Est	Tenkodogo, Koupela, Pouytenga
Plateau Central	Mogtedo, Zorgho
Centre Nord	Boussouma, Korsimoro

NB : l'action de la tranche ferme concernera la commune de Pouytenga, Zorgho, et Korsimoro.

L'action des tranches conditionnelles concernera les zones identifiées dans le tableau. Le prestataire identifié pourra exploiter les données complémentaires issues de la cartographie effectuée par le volet gouvernance local en plus de la cartographie qu'il effectuera sus-cité concernant la tranche ferme.

4.12.4 Vérification des services (Art. 150)

Si pendant l'exécution des services, des anomalies sont constatées, ceci sera immédiatement notifié à l'adjudicataire par un e-mail, qui sera confirmé par la suite par l'adjudicataire. L'adjudicataire est tenu de recommencer les services exécutés de manière non conforme.

Le prestataire de services avise le fonctionnaire dirigeant par envoi recommandé ou email assurant la date exacte de l'envoi, à quelle date les prestations peuvent être contrôlées.

4.12.5 Egalité des Genres

Conformément à l'article 3, 3° de la loi du 12 janvier 2007 "Gender Mainstreaming" les marchés publics doivent tenir compte des différences éventuelles entre femmes et hommes (la dimension de genre). L'adjudicataire doit donc analyser en fonction du domaine concerné par le marché, s'il existe des différences entre femmes et hommes. Dans le cadre de l'exécution du marché, il doit par conséquent tenir compte des différences constatées.

La communication devra lutter contre les stéréotypes sexistes en termes de message, d'image et de langue, et tenir compte des différences de situation entre les femmes et les hommes du public cible.

4.12.6 Responsabilité du prestataire de services (Art. 152-153)

Le prestataire de services assume la pleine responsabilité des fautes et manquements présentés dans les services fournis.

Par ailleurs, le prestataire de services garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution des services ou de la défaillance du prestataire de services.

4.13 Conditions générales de paiement (Art. 66-72 and 160)

Le paiement du montant dû au prestataire de services doit intervenir dans le délai de paiement de trente jours à compter de l'échéance du délai de vérification, et ce pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que d'autres documents éventuellement exigés.

L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception du marché à l'adresse suivante :

**M. Sondema Kologo
Enabel au Burkina Faso**

**Quartier Zone du Bois
(Maison en face de l'entrée de la Croix Rouge)
Ouagadougou, Burkina Faso**

La facture mentionnera :

- « **Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles) » ;**
- L'intitulé du marché : « **Renforcement de capacités des membres des organisations de la société civile à l'acquisition d'outils d'intégration du genre dans la mise en œuvre des interventions au Centre-Est, Plateau-Central et Centre-Nord** » ;
- La référence du marché : « **BFA23005-10021** » ;
- Le nom du fonctionnaire dirigeant : « **Sondema Kologo** ».

La facture doit être libellée en Francs CFA. Le paiement sera effectué par virement bancaire.

Aucune avance ne peut être demandée par l'adjudicataire et le paiement sera effectué par tranches comme suit :

N°		Après approbation de chaque tranche (ferme et conditionnelles) de :	% de paiement du montant forfaitaire poste 1
1.	Tranche ferme	Rapport de démarrage	30 %
		Rapport final Cartographie et analyse diagnostique genre	70%
2.	Tranche conditionnelle Conditionnelle finale	Livrables relatifs aux tranches conditionnelles : Rapport de formation sur l'acquisition des outils sensibles au genre par co-crédation + base de données des OSC formées dans chaque commune cible (1 ^{ère} cohorte)	30 %
		Rapport de formation sur l'acquisition des outils sensibles au genre par co-crédation + base de données des OSC formées dans chaque commune cible (2 ^{ème} cohorte)	30%
		Rapport du suivi du déploiement des outils d'intégration du genre dans les activités des OSC renforcées	20%
		Rapport final d'exécution de la mission+ capitalisation de l'action	20%

4.14 Fin du marché (Art. 64-65, 150 et 156-157)

Les services seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant (voir point 4.3 « Fonctionnaire dirigeant (Art. 11) »).

4.14.1 Réception des services exécutés

Les prestations ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites.

La ou les réceptions provisoires / finales sont prévues à l'issue de l'exécution des prestations qui font l'objet du marché (voir Termes de référence et point 4.13 « Conditions générales de paiement (Art. 66-72 and 160) »).

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de la fin totale ou partielle des services, constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception et en notifier le résultat au prestataire de services.

A l'expiration du délai de trente jours qui suivent le jour fixé pour l'achèvement de la totalité des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception ou de refus de réception du marché.

4.15 Modifications du marché (Art. 37-38 et 151)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le contrat initial de manière unilatérale, à condition de respecter les conditions suivantes :

1° la portée du contrat reste inchangée ;

2° la valeur de la modification est limitée à 10 % du montant de passation initial.

Il ne peut toutefois être dérogé aux clauses et conditions essentielles du marché que de façon motivée, par un avenant.

4.16 Litiges (Art. 73)

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Agence belge de développement - Enabel
Cellule juridique du service Logistique et Achats (L&A)
À l'attention de Mme Inge Janssens
Rue Haute 147, 1000 Bruxelles, Belgique

5 Termes de Référence

5.1 Contexte et justification

Le Royaume de Belgique et le Burkina Faso ont signé le 25 octobre 2023 une convention spécifique portant sur un programme de coopération bilatérale avec une période s'étalant du 1er novembre 2023 au 31 octobre 2027. L'Agence belge de développement (Enabel) est chargée de la mise en œuvre de ce programme de coopération bilatérale dont l'objectif général est de « renforcer la résilience socio-économique, l'accès aux services de base et la cohésion sociale des populations vulnérables, en particulier des femmes, des jeunes et des personnes marginalisées, au Burkina Faso ». L'objectif spécifique visé par le programme est que « les acteurs-rices et les communautés des territoires font face aux chocs, s'adaptent et innovent en valorisant leurs potentiels pour un développement inclusif, équitable et durable dans un climat apaisé ». Ce programme est structuré autour de cinq (05) domaines de résilience dont : (i) l'Autonomisation socio-économique des acteurs des territoires ; (ii) l'accès équitable aux services sociaux de base ; (iii) la prévention et gestion des conflits des inégalités ; (iv) la planification et la gestion territoriale ; (v) l'égalité de genre.

Le volet genre du programme concerné par ce présent a pour objectif que ; « les acteurs-rices institutionnel·les et contractuels, la société civile, le personnel d'Enabel BFA systématisent et opérationnalisent l'approche genre au bénéfice des populations ciblées ». Le volet s'articule autour de deux outputs dont :

- Output 1 : Les acteurs étatiques et non étatiques sont appuyés dans une réflexion stratégique sur les questions d'égalité de genre
- Output 2 : Les synergies en matière de genre seront renforcées pour contribuer à l'objectif transformateur ambitionné par le Programme

Les Organisations de la Société Civile (OSC) jouent un rôle crucial dans le développement local, notamment en promouvant des changements sociaux et en plaidant pour le respect des droits humains. Cependant, malgré leur engagement pour le bien-être des communautés, beaucoup d'OSC rencontrent des difficultés à intégrer efficacement la dimension genre dans leurs activités. Cette lacune est souvent due à un manque d'outils et de connaissances sur la manière d'opérationnaliser l'intégration du genre dans leurs projets et plaidoyers. L'intégration du genre est une approche essentielle qui permet de tenir compte des besoins et réalités spécifiques des femmes et des hommes dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation ainsi que la capitalisation dans les interventions. Elle vise à promouvoir l'égalité de genre et à garantir que les actions entreprises par les OSC ne perpétuent pas les inégalités existantes. Dans le cadre du contexte national de promotion de l'égalité de genre, il est essentiel que les OSC puissent disposer d'outils adaptés pour répondre efficacement à ces défis.

C'est pourquoi, le programme de coopération bilatérale 2023-2027 en a fait un axe prioritaire parmi les 5 axes existants.

Une des priorités de l'Agence belge de développement (Enabel) est d'opérationnaliser le gender mainstreaming à part entière dans l'organisation et de manière pratique à travers ses programmes et projets. Un des grands axes de l'intégration du genre est de disposer d'une expertise locale à travers le renforcement de capacités des partenaires de mise en œuvre et particulièrement des membres des organisations de la société civile de la zone d'intervention, sur l'acquisition des outils sur la planification, la mise en œuvre, le gender procurement, la budgétisation, capitalisation et le monitoring sensible au genre.

Ces organisations de la société civile sont des partenaires incontournables dans la réalisation du développement durable, équitable et inclusif dans les zones d'intervention de l'agence belge de développement. Mais ces dernières affichent des limites en termes de compétences

sur le genre et sur la prise en compte du genre dans toutes les étapes de la mise en œuvre de leurs projets sur le terrain.

Les recommandations issues du diagnostic genre d'Enabel Burkina et ses partenaires en février 2023, suggéraient la définition d'une approche genre claire avec des stratégies opérationnelles assorties d'objectifs SMART de mise en œuvre pour les partenaires de mise en œuvre, la tenue des rencontres de coordination et d'évaluation avec tous les partenaires ainsi que la réalisation des sessions de renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre.

C'est dans cette logique que l'Agence belge de développement (Enabel) envisage renforcer les capacités des organisations de la société civile y compris ses partenaires de mise en œuvre en vue de renforcer la prise en compte du genre dans l'implémentation de leurs projets de manière efficace.

Les présents TDRs sont conçus pour recruter un partenaire (organisation/structure/institut, cabinet, bureau d'études etc.) disposant d'une expertise dans le domaine du genre pour appuyer les organisations de la société civile y compris les partenaires de mise en œuvre des activités d'Enabel s à travers leur renforcement de capacités et l'acquisition d'outils sensible au genre par la cocréation.

5.2 Objectif général

L'objectif général est de contribuer au renforcement des capacités des organisations de la société civile y compris les partenaires contractuels de Enabel à intégrer efficacement la dimension genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de leurs projets dans les régions du Centre Est, du plateau central et du centre nord.

5.2.1 Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques qui en découlent sont :

- Améliorer les connaissances des OSC et des partenaires contractuels de Enabel afin de renforcer la prise en compte du genre dans leurs interventions
- Appuyer les OSC et partenaires contractuels d'Enabel à co-créer des outils sur la planification, mise en œuvre, budgétisation, monitoring sensible au genre et le gender procurement;
- Concevoir une boîte à outils d'intégration du genre (planification, budgétisation, mise en œuvre, monitoring sensible, capitalisation au genre et le gender procurement) dans les projets destinés à l'usage des OSC et des partenaires contractuels d'Enabel ;
- Appuyer les OSC dans l'élaboration et l'application d'une stratégie de déploiement des outils co-crées sur le genre dans les projets et ou activité des OSC ;
- Accompagner les OSC dans la mise en place d'un mécanisme de feed back de l'application des outils co-crées dans les différentes interventions

5.3 Résultats attendus

Les résultats attendus sont :

Résultat 3.1 : Cartographie et diagnostic genre :

Dans le but de répondre aux besoins spécifiques des organisations de la société civiles de la zone d'intervention du programme, il est attendu du prestataire, une cartographie des OSC dans la région du centre Est, du plateau central et du centre nord plus spécifiquement dans les communes de pouytenga, zorgho, et Korsimoro. Cette cartographie sera associée à une analyse diagnostique genre afin d'identifier les besoins spécifiques des différentes organisations de la société civiles dont les associations de jeunes, les associations féminines,

les associations de personnes/groupes vulnérables, handicapées en termes de renforcement de capacités et d'application du genre dans leurs activités. Ce diagnostic devra aussi faire ressortir les forces, faiblesses, opportunités, et contraintes en termes de prise en compte du genre dans leurs interventions, en termes organisationnel et de réseautage.

Résultat 3.2 : Les capacités des organisations de la société civile sont renforcées sur les thématiques du genre et sur l'acquisition des outils sensibles au genre

Sur la base des résultats de la cartographie associée au diagnostic genre, le prestataire organisera les sessions de renforcement de capacités par région au profit des organisations de la société civile identifiées. En outre, le prestataire pourra s'appuyer sur les résultats de la cartographie réalisée par le volet gouvernance locale du programme en complément de celle qu'elle aura réalisé, pour la sélection et/ou la répartition des organisations de la société civile par cohorte pour les sessions de renforcement de capacités. Le renforcement de capacités comprendra des sessions de formation au cours desquelles, les membres des OSC seront accompagnés dans l'acquisition des outils sur la planification, mise en œuvre, budgétisation, capitalisation, monitoring sensible au genre ainsi que le gender procurement.

Résultat 3.3 : Les organisations de la société civile sont appuyées dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de déploiement des outils dans leurs interventions/actions sur le terrain.

Ce résultat vise à élaborer une stratégie de déploiement de manière participative sur la base des plans de réinvestissement des connaissances acquises. Le déploiement prendra en compte l'application des outils par les OSC bénéficiaires de l'action, le suivi des OSC par le prestataire. Un mécanisme de feed back sera mis en place par le prestataire pour recueillir le retour d'expériences des organisations de la société civile capacités afin de combler les gaps identifiés.

5.4 Approche méthodologique

A l'issue de l'attribution du marché, une rencontre de cadrage s'effectuera, entre l'équipe d'Enabel et le partenaire/consultant-e. Cette réunion de cadrage aura pour objectif d'échanger sur la compréhension de la mission attendue bureau d'études/consultant-e (attentes d'Enabel), de valider la proposition technique du / de la consultant-e. A la suite de la cartographie associée au diagnostic genre, une répartition des apprenant-e-s sera faite en fonction de l'approche de capacitation déterminée (par région ou commune). En outre, cette action pourrait s'aligner à la démarche utilisée sur le volet gouvernance locale.

Les outils conçus dans le cadre de la mission (modules, stratégie, outils genre, chronogramme des activités, profil des participant-e-s et lieux des formations, etc.), feront l'objet d'une validation préalable au cours d'une séance de travail entre l'équipe d'Enabel et le partenaire/consultant-e.

Prise en compte du genre et de l'inclusion sociale dans la tenue des sessions

Le prestataire retenu organisera des sessions de renforcement de capacités par cohorte en veillant à la prise en compte de l'inclusion sociale dans la sélection des OSC. Le prestataire veillera à la représentativité des femmes, jeunes et autres groupes vulnérables dans chaque cohorte. Il s'assurera de l'identification de salle inclusive facilitant l'accès aux personnes à mobilité réduite. La participation des actrices ayant des nourrissons devra être facilitée par la prise en compte du déplacement des nounous pour la garde des enfants ainsi que leur prise en compte dans les pause-café et déjeuner. Il pourra aussi faciliter l'identification d'un lieu pour la garde des nourrissons et pour le temps de leur allaitement.

Étape	Période	Tranches
Phase 01 : Cartographie et diagnostic genre	Mois 1 au Mois 2	Tranche ferme
Phase 02 : Terrain	Cohorte 1 Mois 4 au Mois 5	Tranche conditionnelle
	Cohorte 2 Mois 6 au Mois 7	
Phase 03 : déploiement des outils	Déploiement + feed back Mois 8 au Mois 10	
Phase 04 (Atelier Bilan + capitalisation + rapportage final)	Mois 11 au Mois 12	

5.5 Public cible

Le public cible bénéficiaire du renforcement des capacités est constitué des organisations de la société civile telles que les associations mixtes, les associations de jeunes, les associations féminines, les associations de personnes/groupes vulnérables (personnes handicapées, PDI, etc);Le prestataire s'assurera de la représentativité sexospécifique pour la sélection des apprenant-e-s par cohorte. Le prestataire pourra aussi associer les OSC contractuels d'Enabel dans les cohortes de renforcement de capacités. Le prestataire devra toucher au moins trente participant-e-s par commune ciblée.

5.6 Mandat du partenaire et livrables attendus

La mission du partenaire consiste à :

- Concevoir avec le public cible, par cocréation les outils d'intégration du genre (planification, budgétisation, procurement, mise en œuvre, capitalisation et monitoring sensible au genre). Les modules de formation versions Word et PowerPoint, guide du/de la formateur·trice sur le mainstreaming genre, etc.) seront conçus par le prestataire et seront mis à la disposition du commanditaire à la fin de la prestation ;
- Animer les sessions de formation participatives et inclusives au profit du public cible ;
- Conduire les travaux de cocréation participatifs et inclusifs des outils d'intégration du genre ((planification, budgétisation, gender procurement, mise en œuvre, capitalisation et monitoring sensible au genre)
- Elaborer une boîte à outils genre sur la base des résultats des travaux de cocréation des outils genre
- Concevoir une stratégie/plan de déploiement et de suivi des connaissances acquises par les OSC dans leurs projets/activités
- Mettre en place un mécanisme de feed back de l'application des outils par les OSC
- Capitaliser tout le processus de la consultation (capsule vidéo et fiche de capitalisation)

5.7 Les livrables

Les principaux livrables attendus sont les suivants :

- Les différents modules de formation sur le genre en version Word et PowerPoint ;
- Une boîte à outils des différents outils co-construits ;
- Un plan global de réinvestissement des connaissances acquises par les OSC et les PMO
- Une stratégie/ plan de déploiement et de suivi de l'application des outils genre par les OSC
- Le rapport de chaque session de formation, avec les résultats des travaux
- Le rapport de suivi des OSC
- Le rapport global de réalisation de la mission mettant en exergue, une analyse critique du niveau de réalisation des résultats
- Un produit de capitalisation de la consultation (fiche de capitalisation et une capsule vidéo)

Les différents rapports doivent être rédigés en utilisant l'écriture inclusive. Ces rapports doivent comporter des illustrations photo et les listes des participant·e·s aux différentes sessions.

N.B: les frais liés à l'organisation des sessions de formation (restauration, logistique, perdiems des participant·e·s, etc.) seront assurés par le prestataire.

5.8 Durée et période d'exécution de la mission

La mission sera exécutée de Novembre 2024 au 30 Novembre 2025. La mission est structurée en deux tranches dont une tranche ferme et des tranches conditionnelles (confère tableau ci-dessus)

La mission pour la tranche ferme s'étendra sur une période de 60 jours calendrier (voir également 2.5 « Durée).

La mission pour la tranche conditionnelle s'étendra sur une période de 300 jours calendrier (voir également 2.5 « Durée).

Elle se déroulera, sur les trois régions dont le Centre Est (Tenkodogo, Pouytenga, koupela), Plateau central (Zorgho, Mogtédou) et Centre nord (Boussouma, Korsimoro)

A titre indicatif, le tableau ci-dessous donne le nombre d'homme/jour de travail des experts par tranche.

Tranche ferme:

Profil	Nombre d'Homme/Jour de travail	Quantité
Expert principal 1	25H/J/	1
Expert principal 2	25H/J	1

Tranches conditionnelles:

Profil	Nombre d'Homme/Jour de travail	Quantité
Expert principal 1	76H/j	1
Expert principal 2	76/J	1

5.9 Profil des expert·e·s

Expert principal 1 : Spécialiste senior en Genre

Qualification :

- Justifier d'un diplôme de niveau bac + 5 au moins en sciences sociales
- Avoir un diplôme supérieur en genre et développement.

Expérience professionnelle générale :

- Expérience de travail, de collaboration avec, les organisations de la société civile et les partenaires au développement.

Expérience professionnelle spécifique et compétences/connaissances :

- Minimum dix (10) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la conception des outils, politiques, guide sur l'intégration du genre
- Minimum cinq (5) dans le renforcement de capacités des organisations sur le genre le coaching des organisations sur les diagnostics genre et le mainstreaming genre
- Au moins 03 missions dans le renforcement de capacités et coaching des OSC sur le mainstreaming genre, formation des adultes, animation d'ateliers
- Expérience dans le processus d'élaboration des outils d'intégration du genre au niveau local (stratégie genre/ plans d'action genre, planification sensible au genre, BSG, gender procurement, Monitoring sensible au genre, capitalisation, plan d'investissement, mise en œuvre, etc.
- Maitrise des politiques en matière de genre au Burkina Faso ;
- Bonne maitrise des outils d'analyse genre et mainstreaming genre
- Bonne connaissance des approches participatives ;

Expert principal 2 : Spécialiste en renforcement des capacités sur le genre et en accompagnement des organisations de la société civile, ONG

Qualification :

- Justifier au moins d'un diplôme de niveau Bac + 4 dans le domaine des sciences sociales, des sciences économiques, du développement, ou équivalent. Une formation complémentaire dans le domaine de l'ingénierie de la formation constitue un atout.

Expérience professionnelle générale :

- L'expert-e doit justifier d'au moins sept (07) années d'expérience professionnelle générale dans la mise en œuvre de projets / programmes de développement sur le genre

Expérience professionnelle spécifique :

- Une expérience d'au moins trois (03) années ou 03 missions dans la mise en œuvre des programmes de renforcement des capacités des OSC ;
- Au moins deux (02) ans d'expériences ou 02 missions dans la réalisation de diagnostics genre et de conception d'outils sensibles au genre ;
- Au moins une expérience dans la facilitation des ateliers de co création avec les OSC et ONG ;
- Bonne connaissance des approches participatives et inclusives ;
Expertise démontrée dans le développement des compétences, la formation des adultes, l'animation d'ateliers, capitalisation sur le genre etc.

Qualifications du cabinet :

Pour mettre en œuvre la mission, Enabel recherche un cabinet avec le profil suivant :

- Avoir une expertise dans le domaine de l'encadrement et la formation des organisations de la société civile sur les thématiques du genre et la conception par co-création d'outils sensibles au genre;
- Avoir de l'expérience dans l'organisation d'atelier de formations en milieu rural avec faible niveau de connectivité
- Avoir l'expérience dans l'organisation des formations pour des participant-e ↓ 0s d'une diversité de niveau d'instruction et linguistique ;
- Avoir l'expérience dans la formation des femmes et des jeunes filles ainsi que des groupes vulnérables ;
- Avoir au moins 02 références justifiant l'expertise dans la conception d'outils sensible au genre et, cartographie, études diagnostiques genre au cours des 05 dernières années (voir également 6.8 « liste des marchés similaires ») ;
- Avoir conduit des formations et accompagner des OSC, ONG sur le genre;
- Avoir une expérience en matière de capitalisation sur les thématiques liées au genre

6 Formulaires

6.1 Formulaire d'identification

Nom et prénom du soumissionnaire ou dénomination de la société et forme juridique	
Nationalité du soumissionnaire et du personnel (en cas de différence)	
Domicile / Siège social	
Numéro de téléphone	
Numéro d'inscription Office National de Sécurité Sociale ou équivalent	
Numéro d'enregistrement au registre national (des entreprises)	
Représenté(e) par le(s) soussigné(s) (nom, prénom et qualité)	
Personne de contact (numéro de téléphone, e-mail)	
En cas de différence : chef du projet (numéro de téléphone, e-mail)	
Numéro de compte pour les paiements Institution financière Ouvert au nom de	

Nom :

Signature :

6.2 Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires

Par la présente, le soumissionnaire déclare ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de Enabel.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec Enabel (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- Nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie et à la lutte contre la corruption repris dans le cahier spécial des charges et nous déclarons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Nous sommes de même conscients du fait que les membres du personnel de Enabel sont liés aux dispositions d'un code éthique qui précise ce qui suit : « Afin d'assurer l'impartialité des membres du personnel, il leur est interdit de solliciter, d'exiger ou d'accepter des dons, gratifications ou avantages quelconques destinés à eux-mêmes ou des tiers, que ce soit ou non dans l'exercice de leur fonction, lorsque les dons, gratifications ou avantages précités sont liés à cet exercice. Notons que ce qui importe le plus dans cette problématique est moins l'enrichissement résultant de l'acceptation de dons, gratifications ou avantages de toute nature, que la perte de l'impartialité requise du membre du personnel dans l'exercice de sa fonction. À titre personnel, les membres du personnel n'acceptent aucune gratification, aucun don ni avantage financier ou autre, pour les services rendus ».

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, nous déclarons, par ailleurs, marquer notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de Enabel, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.
- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour Enabel.
- Le contractant du marché (adjudicataire) s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Nom et prénom :

Date :

Signature autorisée :

6.3 Déclaration 'droits d'accès'

Par la présente, le soumissionnaire déclare sur l'honneur que ne pas se trouver dans l'une des situations décrites à l'Art. 67-70 de la Loi du 17 Juin 2016 et 61-64 de l'Arrêté Royal du 18 Avril 2017), notamment :

Avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour :

1° Participation à une organisation criminelle ;

2° Corruption ;

3° Fraude ;

4° Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;

5° Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme.

6° Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains.

7° Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Avoir manqué aux obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établi par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail :

Être en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;

Avoir commis une faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité ;

Avoir commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence ;

Être dans une situation de conflit d'intérêts ;

Être dans une situation de distorsion de la concurrence résultant de la participation préalable des candidats ou soumissionnaires à la préparation de la procédure de passation ;

Avoir manqué à ses obligations lors de l'exécution d'un marché public antérieur et avoir causé des défaillances ayant donné lieu à des mesures d'office, dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ;

Ne pas être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses cotisations de sécurité sociale conformément aux dispositions de l'Art. 62 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 ;

Ne pas être en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi, conformément aux dispositions de l'Art. 63 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 ;

S'être rendu gravement coupable de fausses déclarations en fournissant des renseignements exigibles concernant sa situation personnelle, sa capacité financière et technique.

Le non-respect des conventions susmentionnées sera donc considéré comme faute grave en matière professionnelle au sens de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017.

En foi de quoi, nous avons établi la présente déclaration sur l'honneur que nous jurons sincère et exacte pour faire valoir ce qu'est de droit.

Nom et prénom :

Date :

Signature autorisée :

6.4 Procuration

Le soumissionnaire doit joindre à son offre la **procuration** autorisant la personne à signer l'offre et toute la documentation correspondante ou tout document attestant que la personne qui signe est bien habilitée à le faire (statuts, mandats, acte notarié...).

En cas d'**association momentanée**, l'offre conjointe doit préciser le rôle de chaque membre de l'association. Un chef de file doit être désigné et la procuration doit être complétée en conséquence.

6.5 Enregistrement et statut juridique

Le soumissionnaire doit joindre à son offre une copie des documents⁹ originaux relatifs à son **enregistrement** et/ou son **statut juridique**, qui établissent son lieu d'enregistrement et/ou son siège statutaire (certificat de constitution ou d'enregistrement, etc.).

6.6 Attestation de régularité relative au paiement des cotisations sociales

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre une **attestation⁹ récente de régularité** avec ses obligations relatives au **paiement des cotisations sociales** selon les dispositions légales du pays où il est établi. Le soumissionnaire enregistré en Belgique joindra à son offre l'attestation portant sur le dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des demandes de des offres.

6.7 Attestation de régularité relative au paiement des impôts et taxes

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre une **attestation⁹ récente de régularité** avec ses obligations relatives au **paiement des impôts et taxes** selon les dispositions légales du pays où il est établi.

⁹ En cas d'association momentanée, l'attestation doit être présentée pour tous les membres de l'association.

6.8 Liste des services similaires

Le soumissionnaire doit joindre à son offre la **liste des principaux services (Min.2 services similaires dans la conception d'outils sensible au genre et, cartographie, études diagnostiques genre) de nature et de complexité comparable qui ont été menés à bien au cours des 5 dernières années**, en précisant le montant et les dates pertinentes, ainsi que les organismes publics ou privés pour le compte desquels elles ont été effectuées, démontrant que le soumissionnaire dispose de l'expérience suffisante pour mener à bien le marché.

Le montant total minimum cumulé des services de nature et de complexité comparable au cours des 5 dernières années doit être **au moins égal à 25.000.000 Francs CFA**

Description des principaux services de nature et de complexité comparable (min.2 dans la conception d'outils sensible au genre et, cartographie, études diagnostiques genre) qui ont été menés à bien au cours des 5 dernières années	Lieux d'exécution	Montants (total cumulé des services ≥ 25 000 000	Dates de réalisation au cours des 5 dernières années	Nom des organismes publics ou privés

6.9 Certificats de bonne exécution

Pour chacun des services présentés dans le tableau ci-dessus, le soumissionnaire doit joindre les copies des certificats de bonne exécution (PV de réception) et tout document justificatif (contrats, factures, etc.) approuvé par l'entité qui a attribué le marché.

6.10 Offre financière et formulaire d'offre

Ne changez pas le formulaire d'offre. Les réserves ne sont pas autorisées. Les soumissionnaires doivent, indiquer les prix en Francs CFA et hors TVA.

En déposant son offre, le soumissionnaire déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le cahier spécial des charges et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions. Le soumissionnaire s'engage à exécuter le présent marché conformément aux dispositions du cahier spécial des charges au prix global forfaitaire suivant, exprimés en Francs CFA et hors TVA (en chiffres) :

Tranche ferme : Offre financière

N°	Désignation	Unité	Quantité	Coût Unitaire FCFA	Coût total FCFA HTVA
1	(01) Expert-e	H/Jr	(1x25)		
2	(01) Expert-e	H/Jr	(1x25)		
Total général FCFA					

N.B. : Tous les frais connexes (location de voitures/motos, carburant, équipements, rédaction de rapports,...) liés à l'exécution du marché doivent être inclus dans le prix H/Jour. Aussi les frais liés à la mobilisation d'enquêteurs doivent être pris en compte dans le prix forfaitaire.

* Cf. points 3.4.2 « Détermination des prix », 3.4.3 « Eléments inclus dans les prix » et 4.13 « Conditions générales de paiement (Art. 66-72 and 160) ».

Nom et prénom :

Dûment autorisé à signer au nom de :

Lieu et date :

Signature autorisée :

Tranche conditionnelle : Offre financière

N°	Désignation	Unité	Quantité	Coût Unitaire FCFA	Coût total FCFA HTVA
1	(01) Expert-e	H/Jr	(1x76)		
2	(01) Expert-e	H/Jr	(1x76)		
Total général FCFA					

N.B. : Tous les frais connexes (location de voitures/motos, carburant, équipements, rédaction de rapports,...) liés à l'exécution du marché doivent être inclus dans le prix H/Jour. Aussi les frais liés à la mobilisation d'enquêteurs doivent être pris en compte dans le prix forfaitaire.

* Cf. points 3.4.2 « Détermination des prix », 3.4.3 « Eléments inclus dans les prix » et 4.13 « Conditions générales de paiement (Art. 66-72 and 160) ».

Nom et prénom :

Dûment autorisé à signer au nom de :

Lieu et date :

Signature autorisée :

6.11 Méthodologie

Le soumissionnaire doit joindre à son offre une méthodologie (compréhension des Termes de Référence, approche, calendrier des activités) basée sur les instructions décrites dans les Termes de Référence.

1. **Compréhension des Termes de Référence** : Toute remarque relative aux Termes de Référence, importante pour la bonne réalisation des activités, en particulier des objectifs et des résultats escomptés, montrant le degré de compréhension du marché. Enseignements tirés d'expériences similaires antérieures dans la région. Avis sur les principaux sujets relatifs à la réalisation des objectifs principaux du marché et des résultats escomptés. Explication des risques et des hypothèses ayant une incidence sur l'exécution du marché.
2. **Approche** : Aperçu de l'approche proposée pour la mise en œuvre du marché. Liste des activités proposées considérées comme nécessaires pour atteindre les objectifs du marché. Ressources et résultats correspondants.
3. **Calendrier des activités** : Calendrier, chronologie et durée des activités proposées, en tenant compte du temps de mobilisation. Identification et répartition dans le temps des principales étapes de l'exécution du marché, en précisant notamment comment les résultats obtenus seront pris en compte dans les rapports, en particulier dans ceux stipulés dans les Termes de Référence. Les méthodologies prévues dans l'offre doivent inclure un plan de travail envisageant les ressources à mobiliser.

Veillez noter que la « Compréhension des Termes de Référence » et la « l'Approche » ne peuvent pas dépasser 15 pages. Ne pas répéter / copier les TdR.

6.12 Experts principaux

Pour chaque tranche, le soumissionnaire doit compléter et joindre le **tableau** ci-dessous, ainsi que le **CV de chaque expert principal proposé** pour la mise en œuvre de ce marché de services. Il convient de noter qu'aucun CV ne doit être fourni pour les experts autres que principaux.

Le CV de chaque expert principal devrait se limiter à 5 pages et un seul CV doit être fourni pour chaque poste identifié dans les Termes de référence. Les qualifications et l'expérience de chaque expert principal doivent clairement correspondre aux profils indiqués dans les Termes de référence. Les copies des diplômes de chaque expert principal doivent être jointes à l'offre.

Tranche ferme et tranche conditionnelle :

Personnel clé	Qualification	Nombre d'année d'expérience	Nombre de projets similaires	Nom de l'expert proposé dans l'offre
(01) Expert-e (Spécialiste senior en Genre)	Justifier d'un diplôme de niveau BAC + 5 au moins en sciences sociales Avoir un diplôme supérieur en genre et développement	Minimum dix (10) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la conception des outils, politiques, guide sur l'intégration du genre Au moins cinq (5) dans le renforcement de capacités des organisations sur le genre le coaching des organisations sur les diagnostics genre et le mainstreaming genre	Une expérience d'au moins trois (03) ans d'expérience ou 03 missions dans la mise en œuvre des programmes/politiques/stratégies/projets de développement local ; Au moins deux (02) missions dans l'appui-accompagnement ou la formation des acteurs-trices des collectivités territoriales ;	
(01) Expert-e (Spécialiste en renforcement des capacités sur le genre et en accompagnement des organisations de la société civile)	Justifier au moins d'un diplôme de niveau Bac + 4 dans le domaine des sciences sociales, des sciences économiques, du développement, ou équivalent. Une formation complémentaire dans le domaine de l'ingénierie de la formation constitue un atout	justifier d'au moins sept (07) années d'expérience professionnelle générale dans la mise en œuvre de projets / programmes de développement sur le genre	Une expérience d'au moins trois (03) années ou 03 missions dans la mise en œuvre des programmes de renforcement des capacités des OSC ; Au moins deux (02) ans d'expériences ou 02 missions dans la réalisation de diagnostics genre et de conception d'outils sensibles au genre ;	

Tranche ferme et tranche conditionnelle

Personnel clé	Qualification	Nombre d'année d'expérience	Nombre de projets similaires	Nom de l'expert proposé dans l'offre
(01) Expert-e (Spécialiste senior en Genre)				
(01) Expert-e (Spécialiste en renforcement des capacités sur le genre et en accompagnement des organisations de la société civile)				

NB : la liste du personnel clé telle que définie ci-dessus représente le minimum de personnel (experts principaux) que le soumissionnaire devra mobiliser pour chaque tranche pour l'exécution de la mission sous peine de voir son offre déclarée irrégulière et rejetée.

Joindre les CV actualisés, datés et signés par les experts principaux ainsi que les copies des diplômes et attestations de travail exigés.

6.13 Déclaration d'exclusivité et de disponibilité

En soumettant cette offre, le soumissionnaire déclare explicitement que les experts principaux suivants sont disponibles pendant toute la période de mise en œuvre des tâches définies dans les Termes de Référence et/ou dans la méthodologie¹⁰. Les experts principaux ne seront pas remplacés lors de la mise en œuvre du marché sans l'approbation écrite préalable du pouvoir adjudicateur¹¹.

Tranche ferme et tranche conditionnelle :

Experts principaux	Du :	Au :
Expert-e (Chef d'équipe)		
Nom : ...	Novembre 2024	Novembre 2025
Expert-e		
Nom : ...	Novembre 2024	Novembre 2025

Nom et prénom :

Date :

Signature autorisée :

¹⁰ Tout expert engagé dans le cadre d'un autre marché, pour lequel la contribution de son poste pourrait être requise aux mêmes dates que ses activités au titre du présent marché, ne doit en aucun cas être proposé comme expert principal pour ce marché.

¹¹ En cas de remplacement, les qualifications et l'expérience de l'expert doivent être au moins égales à celles de l'expert principal proposé dans l'offre.